

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE

3^e trimestre 2025

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

3^e trimestre 2025

- En Île-de-France, au 3^e trimestre 2025, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,6 % en catégories A, B, C (+1,0 % hors nouveaux publics)
- Le taux de chômage augmente de 0,1 point au 2^e trimestre 2025, à 7,3 % de la population active
- L'emploi salarié augmente légèrement au 2^e trimestre 2025 (+0,2 %)
- Le nombre de procédures de PSE et RCC diminue entre le 2^e trimestre 2025 et le 3^e trimestre 2025

Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail depuis janvier 2025.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- Une publication trimestrielle conjointe avec France Travail, la Dares et la Drieets est également disponible chaque fin de mois suivant la fin d'un trimestre (janvier, mai, juillet, octobre) sur le [site de la Drieets](#)
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.
- Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les **règles d'actualisation** et **l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions** (consulter le [chiffage national](#)) :
 - Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur les effectifs d'inscrits à France Travail en catégorie A, et en contrepartie un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C
 - Depuis juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraîne une baisse des radiations des listes de France Travail en juin 2025.

La prochaine publication sera disponible en février 2026 et portera sur le quatrième trimestre 2025. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 10 : Les demandeurs d'emploi de longue durée
et ceux ayant des droits au RSA

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier
recherché

Page 12 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 13 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 14 : Les offres d'emploi collectées* par France Travail

Page 15 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 16 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 17 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 18 : L'emploi salarié

Page 19 : L'emploi salarié par secteur

Page 20 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 21 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 22 : Les demandes d'activité partielle

Page 23 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 052 310 en moyenne au *troisième trimestre 2025*. Parmi eux, 654 900 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,6 % sur le trimestre et de 7,0 % sur un an (hors nouveaux publics, ces évolutions sont respectivement de +1,0 % et de +6,7 %). Toutes les catégories d'âge voient leur demande d'emploi augmenter, mais cette hausse est bien plus forte pour les moins de 25 ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 2,9 % au *troisième trimestre 2025* et de 8,5 % sur l'année.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la hausse sont ceux liés aux transports, logistique et tourisme, ceux de la maintenance et ceux des services aux particuliers et aux collectivités. À l'inverse, la demande d'emploi diminue légèrement dans les métiers des bâtiments, travaux publics, ceux de la santé, action sociale, culturelle et sportive et ceux de la gestion, administration des entreprises.

Le taux de chômage au sens du BIT augmente au *deuxième trimestre 2025*, s'établissant à 7,3 % de la population active, taux identique en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail diminue fortement au *troisième trimestre 2025* (-11,0 % après -2,0 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 20 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *troisième trimestre 2025*. C'est moins qu'au trimestre précédent (28) et qu'au *troisième trimestre 2024* (38).

Emploi

Au *deuxième trimestre 2025*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche s'élève à plus de 2,2 millions en Île-de-France, soit 1,6 % de plus qu'au *deuxième trimestre 2024*.

Au *deuxième trimestre 2025*, l'emploi salarié augmente de 0,2 %.

Au *deuxième trimestre 2025*, avec de 7 440 salariés de moins, le nombre d'emplois dans le secteur privé diminue de 0,1 % par rapport au *deuxième trimestre 2024*.

Le nombre d'intérimaires diminue de 1,4 % au *deuxième trimestre 2025*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *troisième trimestre 2025*, 188 autorisations d'activité partielle ont été demandées par près de 187 établissements.

Au *deuxième trimestre 2025*, 47 plans de sauvegarde de l'emploi et 18 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Près de 3 400 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région, nombre en diminution par rapport au trimestre précédent (4 700).

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 3^e trimestre 2025

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 3^e trimestre 2025 augmente de 1,1 % en catégorie A et de 1,6 % en catégories A, B, C (respectivement +0,6 % et +1,0 % hors nouveaux publics). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente respectivement de 1,6 % et 1,5 %.

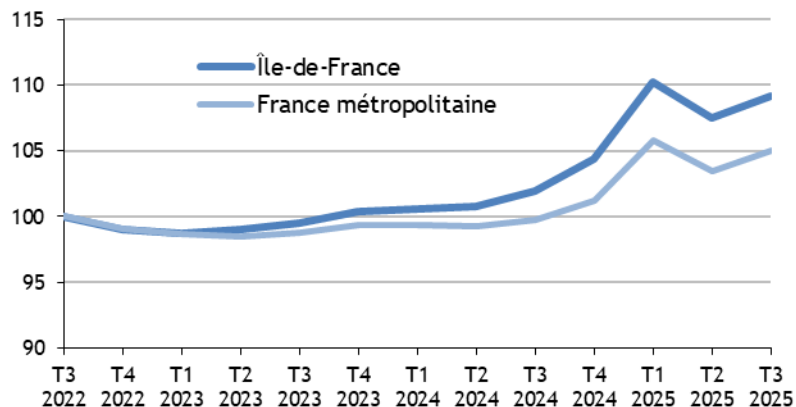
Depuis juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé : il diminuerait de 0,7 % en catégorie A et de 0,1 % en catégories A, B, C.

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente (+2,3 % après +3,4 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente de 1,5 %. Le nombre d'inscrits à France Travail non tenus de rechercher un emploi augmente de 3,1 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et diminue de 2,3 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

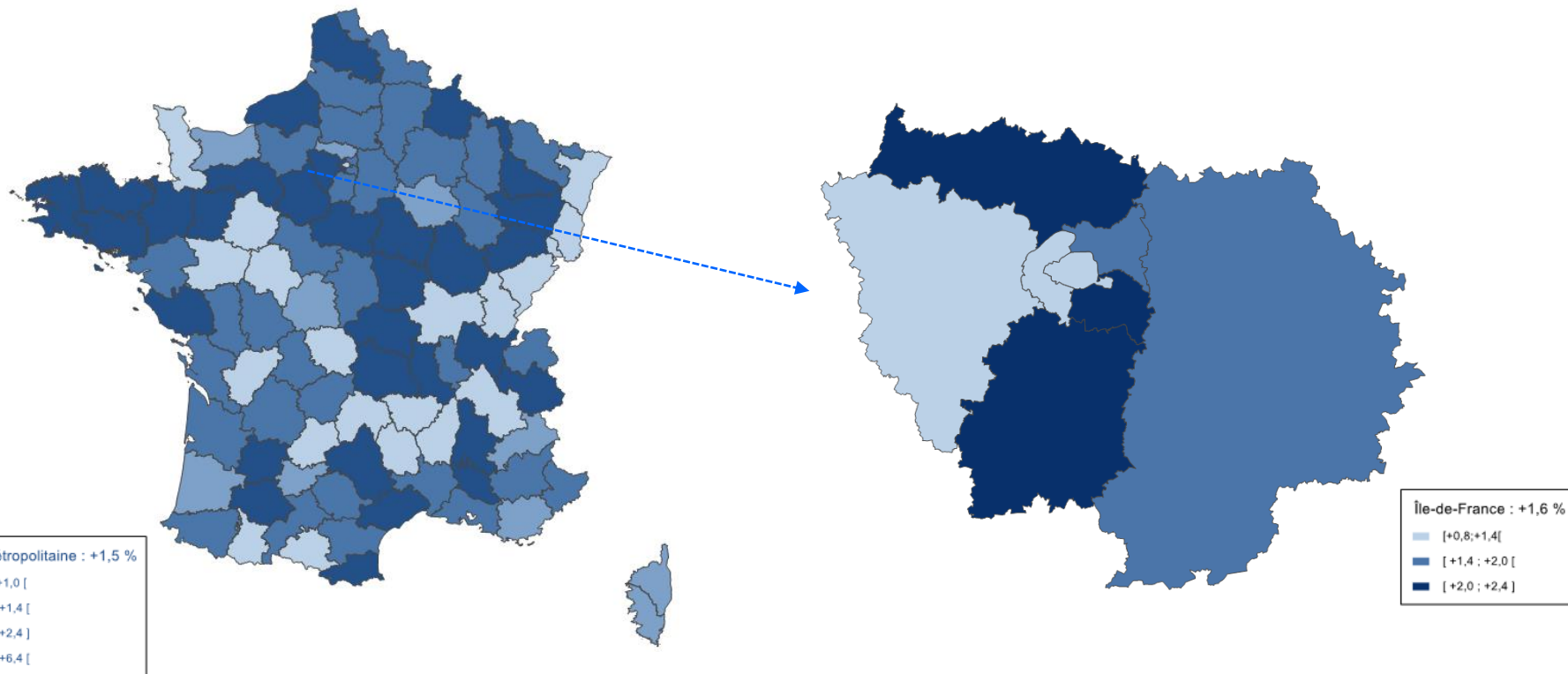
Au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 21 080 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute) et 185 980 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute).

Données CVS-CJO 3e trimestre 2025	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	115 970	-0,2	7,3	201 170	0,8	5,4
Seine-et-Marne	70 240	1,3	9,4	114 900	1,8	7,6
Yvelines	66 630	0,7	8,6	107 490	1,2	6,4
Essonne	61 130	1,7	13,1	98 470	2,3	9,7
Hauts-de-Seine	79 390	1,1	10,7	124 390	1,0	6,7
Seine-St-Denis	116 600	1,1	7,8	179 800	1,4	6,0
Val-de-Marne	74 970	2,0	11,3	116 970	2,3	8,5
Val-d'Oise	69 960	2,1	11,2	109 120	2,5	8,6
Île-de-France	654 900	1,1	9,6	1 052 310	1,6	7,0
France métro.	3 045 770	1,6	7,8	5 410 130	1,5	5,4

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trimestre 2022)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 2^e trimestre 2025 et le 3^e trimestre 2025
(en %, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 3^e trimestre 2025 (catégories A, B, C)

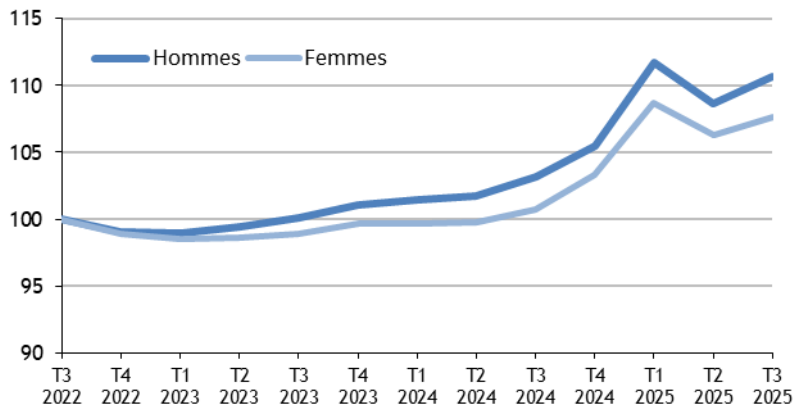
Sur le troisième trimestre 2025, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente de 1,9 % pour les hommes et de 1,2 % pour les femmes.

Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 6,8 % tandis qu'elle n'augmente que de 4,5 % en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 7,3 % (1,1 points de plus qu'en France métropolitaine).

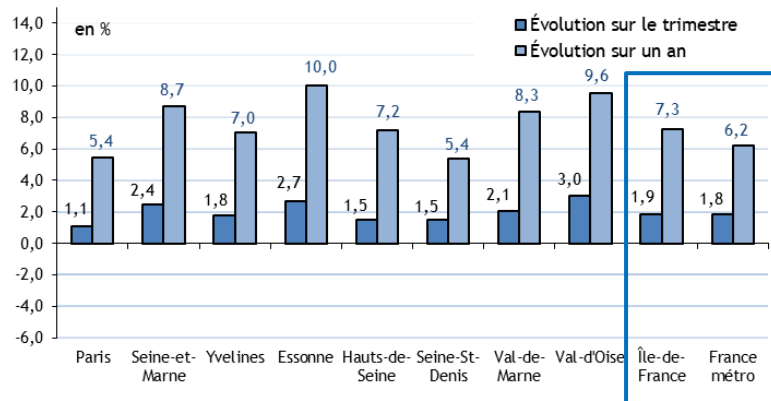
Pour les femmes comme pour les hommes, c'est dans l'Essonne que les augmentations annuelles sont les plus importantes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

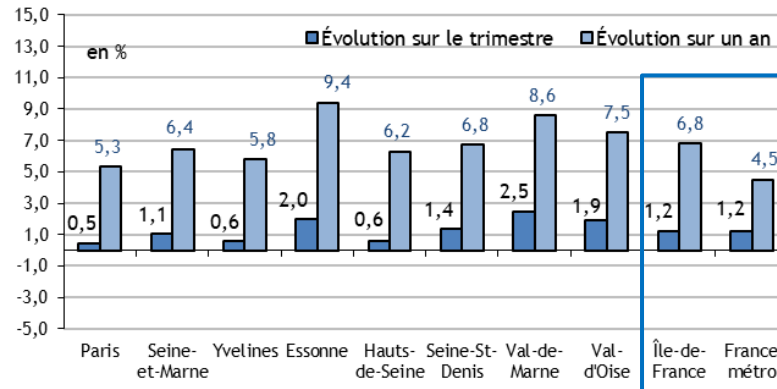
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trim 2022)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 2^e trimestre 2025 (catégories A, B, C)

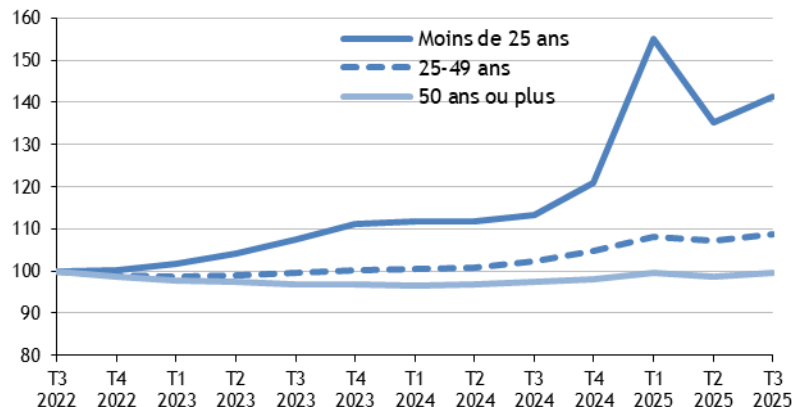
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 4,4 % pour les moins de 25 ans, de 1,4 % pour les 25-49 ans et de 0,7 % pour les 50 ans et plus.

Au troisième trimestre 2025, les moins de 25 ans représentent 12,3 % des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C (+0,3 point par rapport au trimestre précédent et +1,7 point par rapport au troisième trimestre 2024).

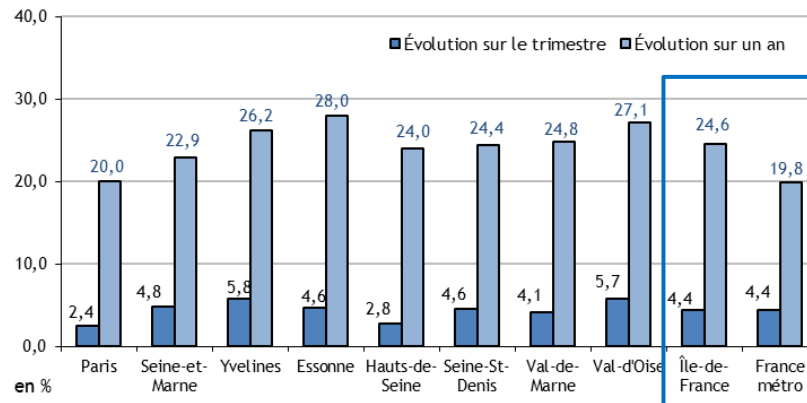
A l'inverse, la part des demandeurs âgés de 50 ans et plus (25,8 %) diminue de 0,2 point par rapport au trimestre précédent et de 1,2 point en un an.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

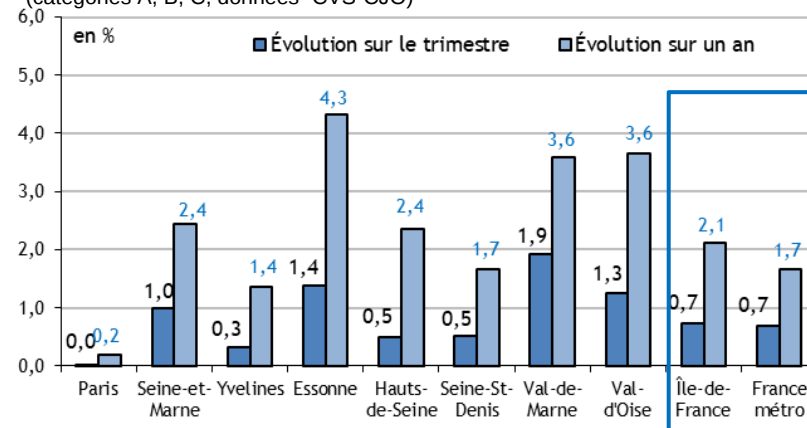
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trim 2022)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

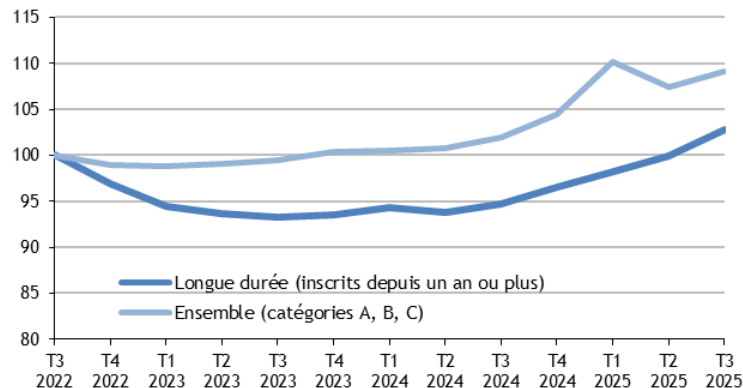
Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 3^e trimestre 2025

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente de 2,9 % au troisième trimestre 2025 (après +1,7 % au trimestre précédent), tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an n'augmente que de 0,6 %. Les demandeurs de longue durée voient ainsi leur part dans l'ensemble des demandeurs franciliens (43,2 %) augmenter de 0,5 point par rapport au trimestre précédent.

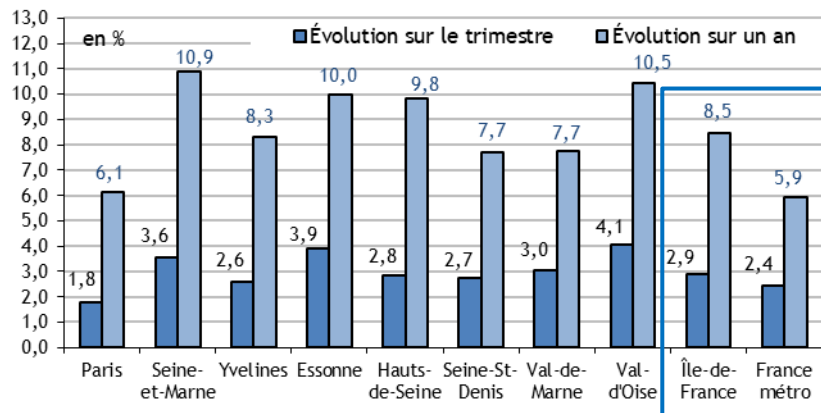
Au deuxième trimestre 2025, 12,2 % des demandeurs d'emploi ont des droits payables au RSA en Île-de-France, soit 0,5 point de moins qu'il y a un an. Sur cette même période, leur nombre augmente de 2,8 % en Ile-de-France, alors qu'il baisse de 0,3 % en France métropolitaine.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée

(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3^e trim 2022)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



		Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)								
		Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
3e trim. 2025		10,8	12,8	11,5	10,8	11,2	16,0	11,5	11,2	12,2
3e trim. 2024		11,3	13,1	12,3	10,5	12,1	16,2	12,8	11,7	12,7

Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché* au 3^e trimestre 2025 (catégories A, B, C)

Au troisième trimestre 2025, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente dans la plupart des domaines professionnels.

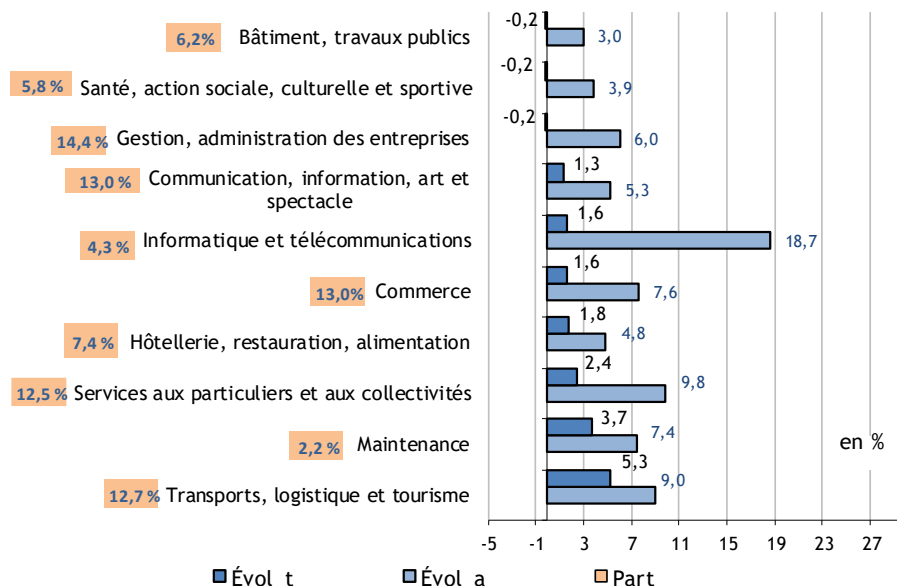
Sur le trimestre, les métiers des transports, logistique et tourisme enregistrent la plus forte augmentation de la demande d'emploi (+5,3 %), suivis des métiers de la maintenance (+3,7 %) et de ceux des services aux particuliers et aux collectivités (+2,4 %). Ces trois familles de métiers contribuent pour deux tiers à la hausse totale compte tenu de leur poids dans l'ensemble de la demande.

A l'inverse, les métiers du secteur du bâtiment, travaux publics, ceux de la santé, action sociale, culturelle et sportive et ceux de la gestion, administration des entreprises enregistrent une légère diminution de la demande d'emploi (-0,2 %).

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+69 290) sont celles des métiers des services aux particuliers et aux collectivités (+11 7340), des transports, logistique et tourisme (+11 080) et de la gestion, administration des entreprises (+8 650).

* Les séries de demandeurs d'emploi par métier recherché ont été affectées par un incident de production. Les données sont donc à interpréter avec précaution et sont susceptibles d'être révisées.

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



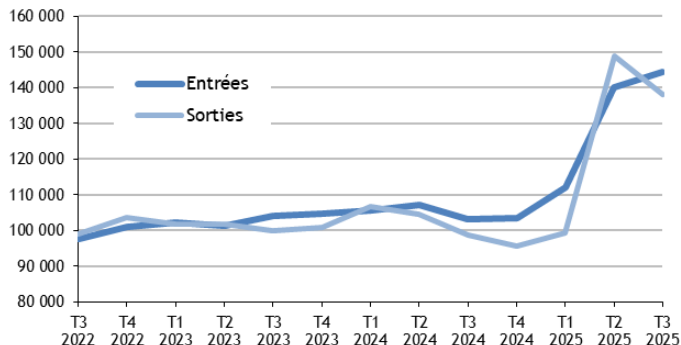
Lecture : au 3^e trimestre 2025, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre augmente de 1,8 % sur le trimestre et de 4,8 % sur l'année.

Avertissement: La répartition sectorielle de la demande d'emploi et son évolution doivent être interprétées avec la plus grande précaution du fait d'un accroissement significatif du nombre de modalités « non renseignée ». Le nombre d'informations manquantes est réparti dans les différents secteurs proportionnellement au poids de ces derniers dans l'ensemble.

Les entrées et les sorties de France Travail au 3^e trimestre 2025

Entre le deuxième trimestre 2025 et le troisième trimestre 2025, l'augmentation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une augmentation des entrées* (+3,0 % après + 49,7 %) couplée à une diminution des sorties* (-7,3 % après 24,9 %).

Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de France Travail** (Île-de-France, données CVS-CJO)



**Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. En particulier, les entrées pour « motif indéterminé » sont nettement réhaussées tandis que les entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissées. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables.

Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées. Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence.

Entrées par motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)

	Nombre moyen d'entrées au 3e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	15 090	-4,3	-15,6
Fin de mission d'intérim	2 600	-27,4	-41,4
Démission	3 330	-9,8	-22,0
Rupture conventionnelle	8 210	-10,1	-8,0
Licenciement économique	2 090	-12,6	-13,3
Autre licenciement	6 640	-8,2	-5,1
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	6 910	30,6	9,3
Retour d'inactivité ⁽²⁾	14 670	0,5	-13,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	15 280	-8,1	-11,7
Autres motifs ⁽⁴⁾	53 320	-4,1	448,6
Motif indéterminé	16 220	159,5	104,5
Ensemble des entrées en catégories A,B,C	144 360	3,0	39,9

Sorties par motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)

	Nombre moyen de sorties au 3e trimestre 2025	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	12 900	1,7	0,5
Entrée en stage ou en formation	9 430	1,3	-0,3
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	6 540	3,8	0,9
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	94 500	-4,4	87,8
Radiation administrative	480	-93,2	-94,6
Autres cas ⁽³⁾	14 150	-3,1	32,5
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	137 990	-7,3	39,9

[Plus de détails sur la publication des inscrits à France Travail](#)

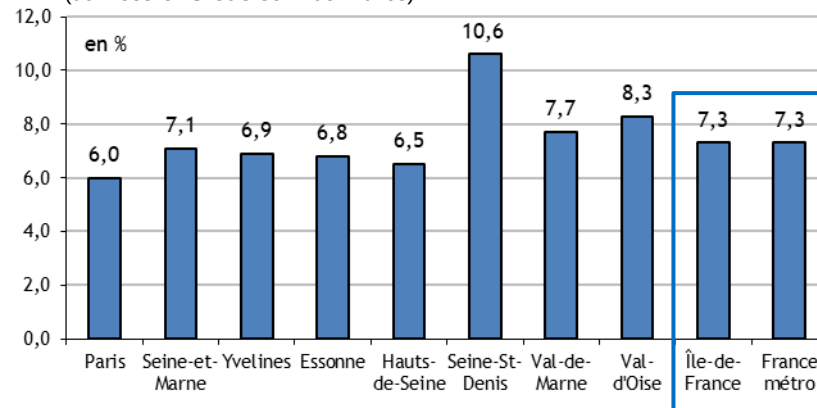
Le taux de chômage au 2^e trimestre 2025

Au deuxième trimestre 2025, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) augmente de 0,1 point, à 7,3 % de la population active. En France métropolitaine, le taux de chômage reste stable à 7,3 % de la population active aussi.

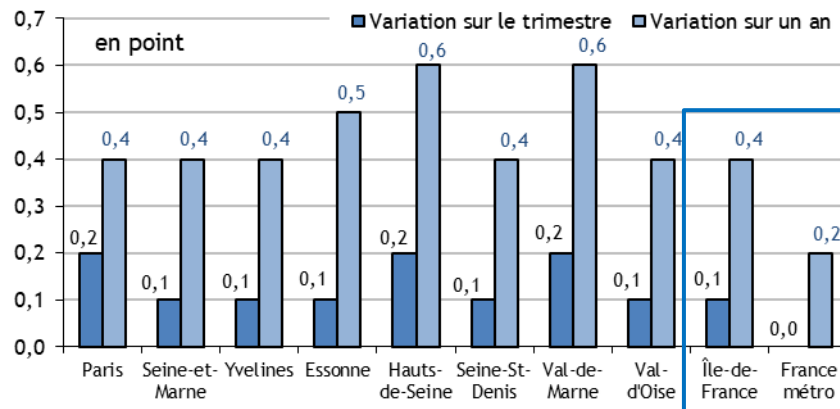
Sur le trimestre, le taux de chômage est quasi stable dans tous les départements franciliens (avec une hausse de 0,1 point) sauf à Paris, dans les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne, où le taux augmente de 0,2 point. Sur un an, le taux de chômage augmente entre 0,4, et 0,6 point. Le taux chômage est le plus élevé en Seine-Saint-Denis (10,6 %), dans le Val d'Oise (8,3 %) et dans le Val-de-Marne (7,7 %). Les taux les plus bas se trouvent à Paris (6,0 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,5 %).

Dans l'ensemble des régions métropolitaines, le taux de chômage est stable ou quasi stable.

Taux de chômage localisé au 2^e trimestre 2025
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 2^e trimestre 2024 et le 2^e trimestre 2025 (données CVS-CJO semi-définitives)



Tensions sur le marché du travail

Les offres d'emploi collectées* par France Travail au 3^e trimestre 2025

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

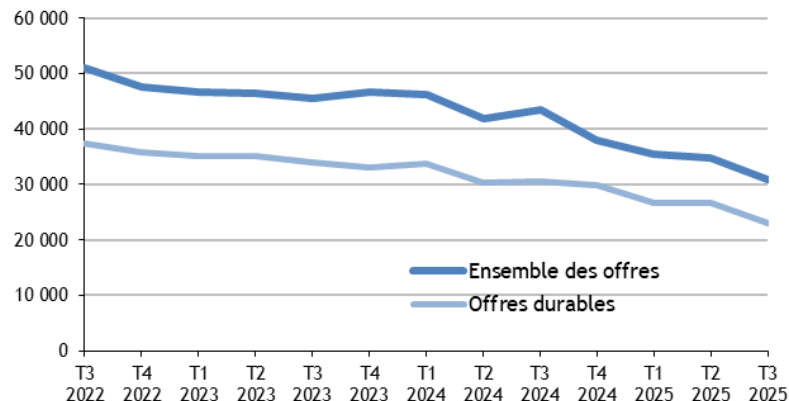
Au troisième trimestre 2025, 30 950 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 23 050 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi diminue bien plus fortement qu'au trimestre précédent (-11,0 % après -2,0 %). Il en est de même pour les offres durables (-13,2 % après -0,3 %).

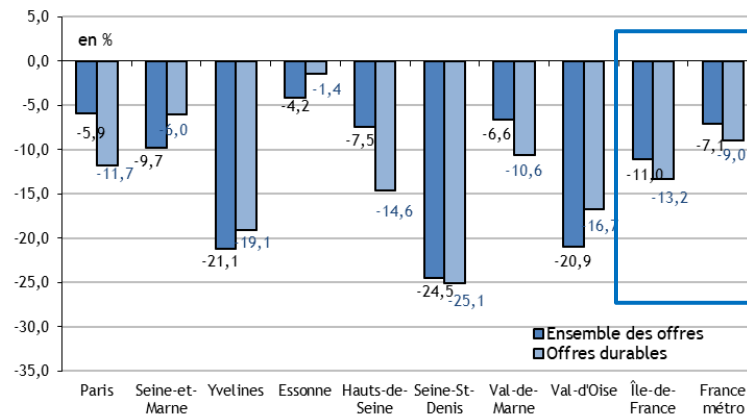
Au sein de la région, le département enregistrant la plus forte diminution du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre est la Seine-Saint-Denis (-24,5 %). C'est dans l'Essonne que la diminution est la plus faible (-4,2 %).

* Ensemble des offres directement déposées à France Travail. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site France Travail.fr.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 3^e trimestre 2025

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,20 point en moyenne au troisième trimestre 2025, soit 20 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

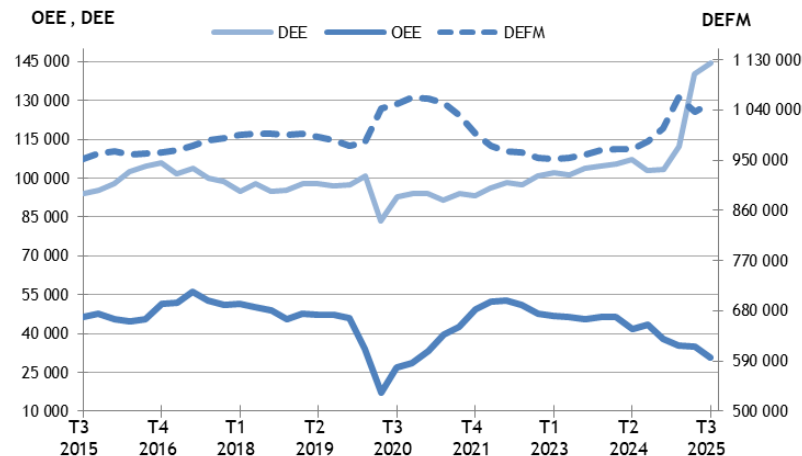
Ce ratio « offres sur demandes » diminue par rapport au trimestre précédent (0,28) et par rapport au T3 2024 (0,38). La nette diminution du nombre d'offres collectées (-11,0 %) couplée à l'augmentation du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+3,0 %) expliquent la diminution de ce ratio.

Le taux d'écoulement* augmente de 6,7 points sur le trimestre : 62,7 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au troisième trimestre 2025. Ce taux dépasse de 7,0 points son niveau du troisième trimestre 2024 (55,7 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 73,9 %. Il diminue de 4,0 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (64,2 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (60,2 %) et qu'au troisième trimestre 2024 (66,0 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

**Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.*

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 3^e trimestre 2025

Indicateurs de tension au 3 ^e trimestre 2025 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T3 2024 (1)	Taux de tension au T3 2025	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T3 2025(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T3 2025 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T3 2025	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T3 2025 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,92	0,55	94,7	56,6	8 817	14,8	-45,3	55,2
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	1,73	0,98	83,3	60,6	11 172	12,8	-30,4	63,7
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	0,97	0,76	83,3	55,4	5 832	20,5	-25,7	60,3
Conducteurs de véhicules	0,34	0,28	75,2	56,3	50 486	10,1	-10,9	75,4
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,25	0,21	84,8	54,8	46 141	17,2	-22,5	59,4
Ingénieurs de l'informatique	0,26	0,22	95,5	54,8	27 613	20,8	-25,4	61,8
Personnels d'études et de recherche	0,33	0,27	90,0	60,2	7 691	20,5	-25,0	53,8
Cadres de la banque et des assurances	0,11	0,10	84,6	54,0	4 120	13,1	-26,0	61,8
Vendeurs	0,32	0,21	61,2	64,2	36 932	6,3	-17,5	65,1
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,43	0,34	68,4	63,2	22 693	6,2	-14,7	67,3
Agents de sécurité et de gardiennage	2,45	0,39	79,1	60,6	18 730	7,3	-82,7	80,5
Agents d'entretien	0,26	0,17	56,6	59,9	33 138	-1,7	-36,6	74,3
Professionnels des arts et des spectacles	0,14	0,18	15,4	41,4	97 578	2,5	27,6	91,0
Aides-soignants	0,37	0,24	86,0	66,7	14 070	-5,0	-34,3	67,8
Ensemble des familles professionnelles	0,38	0,20	73,9	62,7	1 053 852	-0,6	-29,4	64,2

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période. Lecture : il y a 0,55 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 3^e trimestre 2025, contre 0,92 au 3^e trimestre 2024 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 64,2 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 3^e trimestre 2025.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Au troisième trimestre 2025, les tensions diminuent. Elles demeurent néanmoins élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et les cadres de l'industrie (respectivement 0,98 et 0,76 offres pour 1 demande). 83,3 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 73,9 % dans l'ensemble des métiers. Sur le trimestre et sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes diminutions sont néanmoins ces deux métiers ainsi que les métiers d'agents de sécurité et de gardiennage (0,39 offres pour 1 demande ce trimestre, soit -2,06 points sur l'année). Pour ces derniers, il s'agit un retour à la normale après avoir connu un accroissement exceptionnel en lien avec l'organisation des JOP 2024.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2^e trimestre 2025

Plus de 2 228 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2025 en Île-de-France, dont 398 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au deuxième trimestre 2025, le nombre de DPAE tous contrats confondus est en hausse en Île-de-France par rapport au même trimestre 2024 (+1,6 %). Il augmente plus faiblement pour les seuls contrats durables (+0,7 %). Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

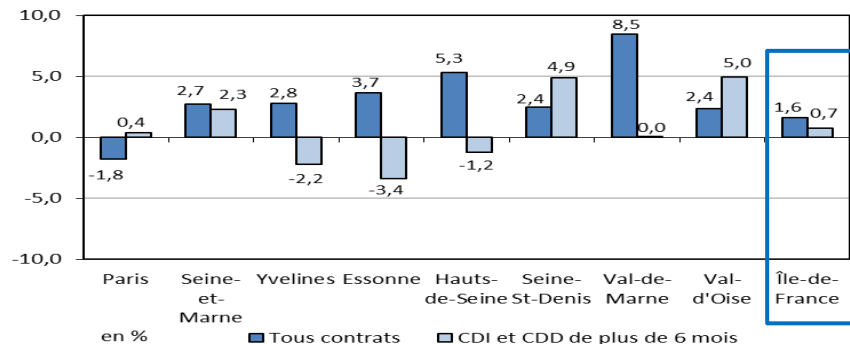
Au sein de la région, tous les départements enregistrent une hausse du nombre de contrats sur la période, à l'exception de Paris. À Paris, le nombre d'intentions d'embauches recule de 1,8 % sur la période (tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables baissent dans le commerce (-6,1 %), dans l'industrie (-4,3 %) et dans la construction (-1,3 %). Elles augmentent seulement dans les services (+2,8 %).

Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (hébergement médico-social et social, activités créatives, artistiques et de spectacle et production de films) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (publicité et études de marché, activités de poste et de courrier et télécommunications)*.

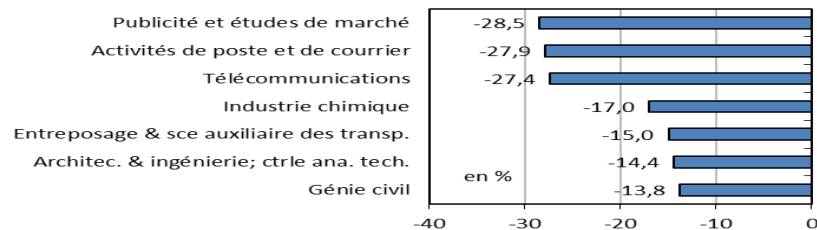
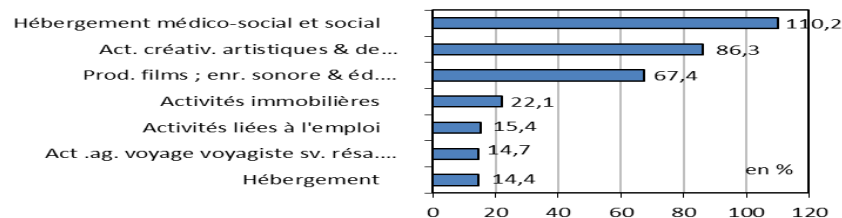
* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T2 2025 / T2 2024)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs

7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T2 2025 / T2 2024)



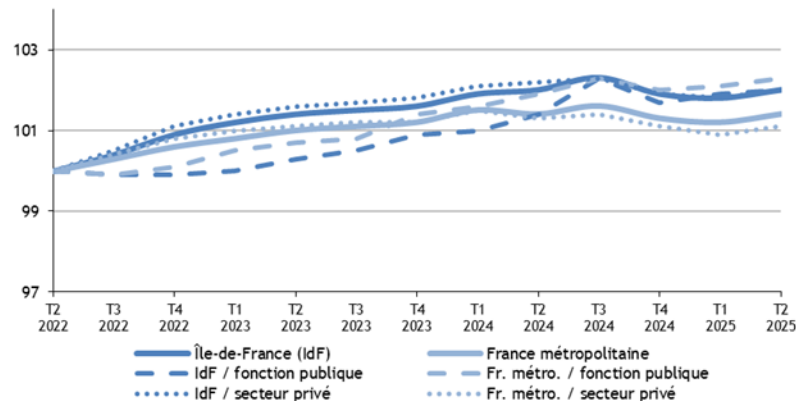
L'emploi salarié au 2^e trimestre 2025

Au deuxième trimestre 2025, en Île-de-France, l'emploi salarié augmente avec 12 800 salariés de plus, soit une augmentation de 0,2% par rapport au premier trimestre. Pour la première fois depuis le premier trimestre 2024, c'est le secteur privé qui contribue le plus à cette évolution (+11 700 salariés contre +1 100 salariés pour le secteur public).

En France métropolitaine, l'évolution est similaire sur le trimestre, avec une augmentation de 0,2% (+51 980 salariés). Les contributions respectives des secteurs privé et public sont également identiques à celles de l'Île-de-France.

À l'échelle départementale, c'est en Seine-Saint-Denis que l'augmentation est la plus forte (+0,5 %) tandis que l'emploi salarié diminue dans les Yvelines et dans le Val-d'Oise (respectivement -0,4 % et -0,2 %).

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 4^e trimestre 2021)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2025	T2 2025 / T1 2025		T2 2025 / T2 2024	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 981 670	6 550	0,3	-6 770	-0,3
Seine-et-Marne	516 190	2 200	0,4	5 280	1,0
Yvelines	530 450	-2 360	-0,4	-4 600	-0,9
Essonne	498 520	840	0,2	150	0,0
Hauts-de-Seine	1 167 450	1 130	0,1	-3 390	-0,3
Seine-Saint-Denis	678 780	3 060	0,5	4 490	0,7
Val-de-Marne	553 740	2 070	0,4	2 720	0,5
Val-d'Oise	421 060	-700	-0,2	1 000	0,2
Île-de-France	6 347 860	12 800	0,2	-1 110	0,0
France métro.	26 472 560	51 980	0,2	-4 370	0,0

L'emploi salarié par secteur au 2^e trimestre 2025

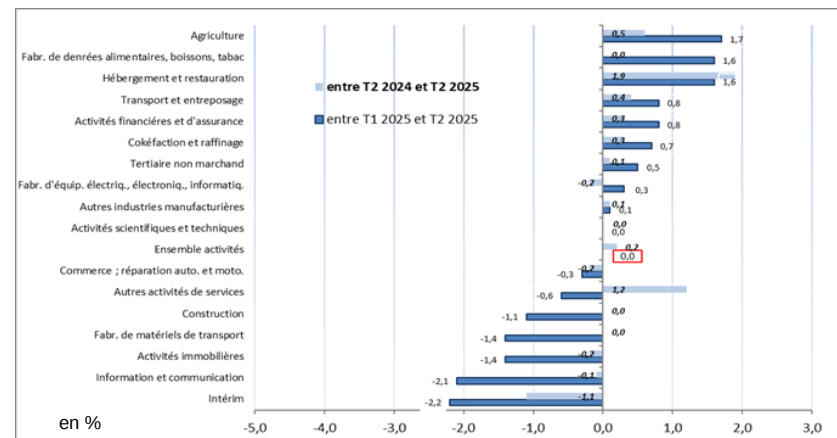
Au deuxième trimestre 2025, les évolutions de l'emploi par secteur sont à nouveau contrastées. L'emploi francilien augmente (+12 800 salariés). Cette hausse est portée par le secteur des services marchands hors intérim (+13 040 salariés) et celui du tertiaire non marchand (+2 170 salariés). En revanche, l'emploi salarié diminue dans le secteur du commerce (-1 220 salariés), et dans le secteur de l'intérim (-1 290 salariés). Les secteurs de l'industrie et de la construction sont stables.

Sur le plus long terme, l'emploi salarié diminue significativement dans les secteurs de la construction (-1,1 % sur l'année) et de l'intérim (de -2,2 % sur l'année).

Concernant le secteur des services marchands hors intérim, les sous-secteurs *hébergement et restauration* (+6 700 salariés) ainsi que *autres activités de services* (+4 500 salariés) contribuent largement à la hausse du secteur.

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2025	T2 2025 / T1 2025		T2 2025 / T2 2024	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 590	40	0,6	100	1,7
Industrie	440 290	200	0,0	1 090	0,2
Construction	337 420	-140	0,0	-3 900	-1,1
Commerce	735 320	-1 220	-0,2	-2 000	-0,3
Services marchands hors intérim	3 115 490	13 040	0,4	-2 310	-0,1
Tertiaire non marchand	1 598 930	2 170	0,1	8 470	0,5
Intérim	114 820	-1 290	-1,1	-2 550	-2,2
Secteur privé	5 153 080	11 650	0,2	-7 440	-0,1
Fonction Publique	1 194 770	1 150	0,1	6 330	0,5
Ensemble des secteurs	6 347 860	12 800	0,2	-1 110	0,0

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



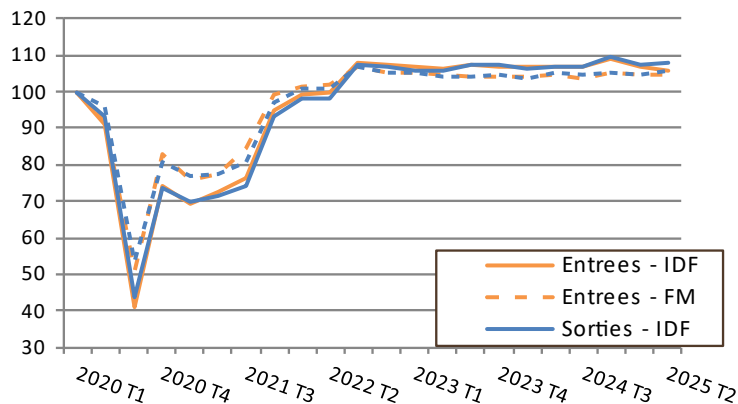
Les mouvements de main d'œuvre au 2^e trimestre 2025

Au deuxième trimestre 2025, en Île-de-France, 2 048 000 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit une augmentation de 1,9% (+1,1% en France métropolitaine). 2 069 000 contrats prennent fin au deuxième trimestre 2025, soit une hausse de 1,8%, après un premier trimestre stable (+0,5% en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties est encore négatif ce trimestre, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

290 000 CDI sont signés, soit 1,4 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 310 700 CDI prennent fin (-1,6 %).

Mouvements de main d'œuvre (données CVS-CJO, base 100 au T1 2020)



Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)			
		T2 2025	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Entrées	Ensemble	2 048	2,0	-1,8	-0,9	1,9
	Industrie	30	-0,4	-3,8	1,0	0,0
	Construction	39	0,2	-1,1	-0,9	0,4
	Tertiaire	1 979	2,1	-1,8	-0,9	2,0
	CDD	1 757	2,8	-1,5	-1,1	2,5
	CDI	290	-2,1	-3,8	0,4	-1,4
Sorties	Ensemble	2 069	2,3	-1,6	0,1	1,8
	Industrie	31	1,7	-0,1	2,5	1,2
	Construction	43	1,1	-0,5	6,0	-1,0
	Tertiaire	1 995	2,4	-1,7	-0,1	1,9
	CDD	1 758	2,6	-1,4	-0,9	2,4
	CDI	311	0,6	-3,0	5,7	-1,6

L'activité intérimaire au 2^e trimestre 2025

À la fin du deuxième trimestre 2025, l'Île-de-France compte 117 000 intérimaires, soit une baisse de 1,4 % (-1 600 intérimaires) par rapport au trimestre précédent. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires repart légèrement à la hausse (+0,2 %).

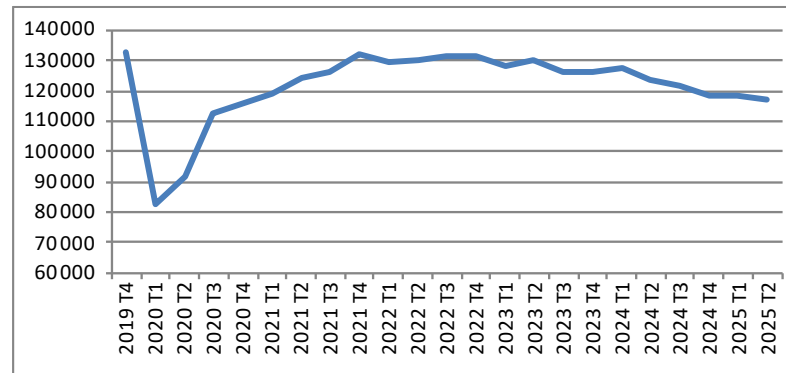
En Île-de-France, le nombre d'intérimaire diminue dans le secteur industriel (-1,9 %, soit -320 intérimaires). Deux sous-secteurs participent largement à cette baisse: celui de la *production et distribution d'électricité et de gaz* (-251 intérimaires) et celui de *fabrication de matériels de transport* (-95 intérimaires). A l'inverse, le sous-secteur *habillement, textile et cuir* permet d'atténuer une partie de cette baisse (+143 intérimaires). En France métropolitaine, l'intérim dans l'industrie augmente de +1,3 %.

Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires augmente (+0,4 % après -1,0 %, soit +90 intérimaires). En France métropolitaine, ce nombre diminue (-0,5 %, soit -580 intérimaires).

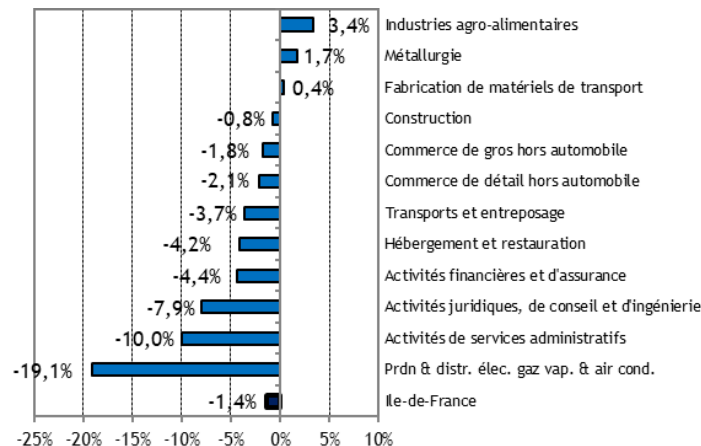
Dans le tertiaire, l'activité intérimaire se replie fortement en Île-de-France (-1,8%, soit -1 400 intérimaires). Cette diminution est due au sous-secteur des *transports et entreposage* (-525 intérimaires), celui de *l'hébergement et restauration* (-460 intérimaires) et celui du *commerce de détail hors automobile* (-450 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires dans le tertiaire diminue bien plus légèrement (-0,4 %).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre

(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Accompagnement des mutations économiques

Les demandes d'activité partielle au 3^e trimestre 2025

Au cours du 3^e trimestre 2025, les services des Drieets/Ddets ont notifié 188 demandes d'autorisations d'activité partielle (DAP) initiales**, émanant de 187 établissements franciliens. Ce niveau est en hausse par rapport au trimestre précédent.

Les motifs de ces demandes sont, pour 79 % d'entre elles, liés à des sinistres ou intempéries de caractère exceptionnel, à la conjoncture économique, ou encore à la transformation, restructuration ou modernisation des installations et des bâtiments.

Paris concentre 38 % des demandes d'autorisations d'activité partielle de la région, tandis que 30 % proviennent des départements de la petite couronne et 32 % de la grande couronne.

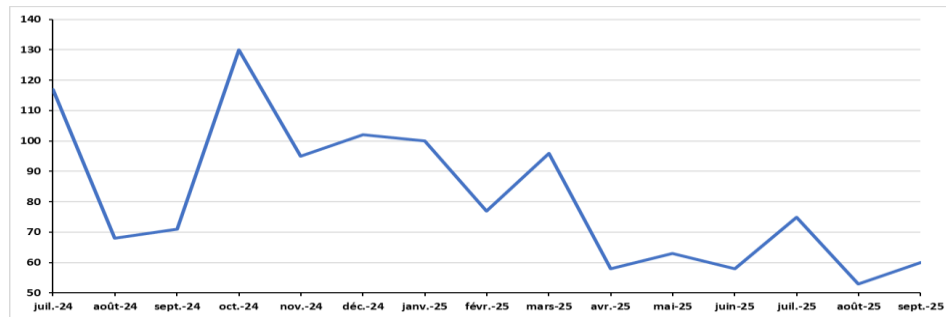
Trois secteurs concentrent à eux seuls plus de la moitié des demandes d'autorisation régionales au 3^e trimestre 2025 : l'hébergement et la restauration (36 %); le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles (24 %), ainsi que l'industrie manufacturière (9 %).

** La source des données relatives à l'activité partielle a été modifiée par rapport aux publications précédentes. Les données proviennent désormais de la DGEFP, et ne sont donc pas comparables aux publications antérieures, dont les données provenaient de la DARES et la source : SIAPART/DSN.*

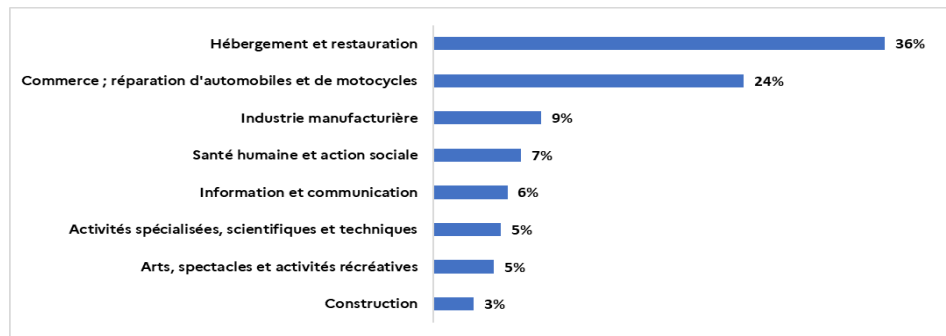
***Seules sont prises en compte les demandes d'activité partielle initiales ayant obtenu un statut "validé", ainsi que leurs derniers avenants validés. Les autres statuts (refusées, provisoire, retirée, en cours d'instruction, etc.) et les avenants non validés sont exclus du champ analysé.*

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T3 2025	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	188	71	17	16	13	21	25	11	14
Juillet	75	25	5	10	3	9	14	3	6
Août	53	23	7	3	7	4	5	0	4
Septembre	60	23	5	3	3	8	6	8	4

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 3^e trimestre 2025



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 3^e trimestre 2025

Au troisième trimestre 2025, 47 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 18 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 2 011 emplois menacés* par des PSE et 1 374 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. Après une accalmie en 2022 avec moins de 13 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations avec près de 22 000 emplois menacés, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire. En 2024, le nombre d'emplois menacés diminue très légèrement avec 21 400 emplois menacés.

Au troisième trimestre 2025, le secteur du commerce ; réparation d'automobiles et de motos cumule le plus d'emplois menacés (728), en proportion de l'emploi local qu'il représente, cela représente 0,09 % des salariés du secteur. Avec 635 emplois menacés, le secteur de la recherche et développement est celui qui a sa part d'emplois menacés dans l'emploi local du secteur la plus importante (0,97 %). Si l'on ajoute les 398 emplois menacés dans le secteur des activités de services administratifs et de soutien et les 383 emplois menacés dans le secteur des activités juridiques, de conseil et d'ingénierie, ces quatre secteurs représentent plus de 60 % des emplois menacés par des PSE et des RCC.

Au troisième trimestre 2025, le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé à Paris (929) et dans les Yvelines (765).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

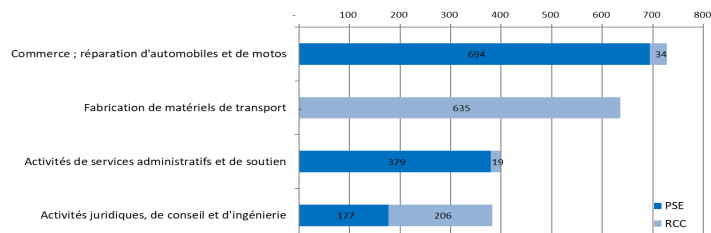
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T3 2025	47	15	3	1	0	12	10	4	2
PSE en 2025	183	64	13	7	9	47	24	14	5
RCC au T3 2025	18	6	0	2	0	6	1	1	2
RCC en 2025	64	24	2	7	1	17	4	5	4

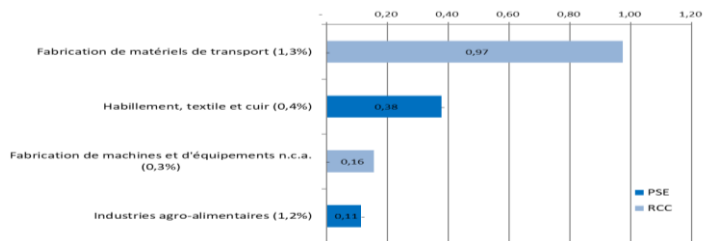
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T3 2025	2011	666	143	138	64	423	394	120	63
Emplois menacés par des PSE en 2025	9864	3015	969	810	760	2511	945	465	389
Emplois menacés par des RCC au T3 2025	1374	263	0	627	81	262	24	3	114
Emplois menacés par des RCC en 2025	3425	881	5	938	84	1030	85	262	140

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T3 2025



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T3 2025



Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation (SESE) - idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Directeur de la publication :

Fabrice MASI, Directeur régional et interdépartemental de la DRIETS d'Île-de-France.

Directeur de la rédaction :

David HOYRUP, Responsable du Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)

Étude et réalisation :

Carla TAFIAL, Chargé d'études et de statistiques (SESE)

Contributeurs : Raphaël DJEDJERO - Jérôme LEFRANC - Carla TAFIAL – Mattéo VERNAY

Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers Tel. 01 70 96 13 00



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**